

N° 07007443 ([www.orias.fr](http://www.orias.fr))

**17800 COULONGES**

## DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE

**(Ce document comporte une annexe « ACTIVITÉS DÉCLARÉES »)**

Nous attestons que l'effectif (réel en nombre de personnes) déclaré par l'entreprise sur le contrat précité est de 1.

Les garanties objet de la présente attestation s'appliquent :

- d'Expérimentation (Atex) avec avis favorable.

<sup>1</sup> Les règles professionnelles acceptées par la C2P (commission prévention produits mis en œuvre par l'Agence Qualité Construction), les recommandations professionnelles acceptées par la C2P et les procédés ou produits mis en observation par la C2P sont consultables sur le site de l'Agence qualité Construction ([www.qualiteconstruction.com](http://www.qualiteconstruction.com)).

**Dans le cas où les travaux réalisés ne répondent pas aux caractéristiques énoncées ci-dessus, l'assuré en informe l'assureur.**

## ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ DÉCENNALE OBLIGATOIRE

## GARANTIE DE RESPONSABILITÉ DU SOUS-TRAITANT EN CAS DE DOMMAGES DE NATURE DÉCENNALE

## GARANTIES COMPLÉMENTAIRES

*Pour toute opération d'un coût total prévisionnel de travaux et honoraires supérieur à 15 millions d'euros HT, la souscription d'un Contrat Collectif est vivement recommandée.*

Fait à Poitiers, le 17/05/2024

Shm

Le Directeur Général de la  
Mutuelle de Poitiers Assurances

Page 2/2

Christophe CONSTANT  
EI - Agent Général d'Assurance Exclusif  
1 rue Pasteur  
17800 PONS  
Tél. 05.46.94.09.33 Fax.  
Courriel : agence.christophe.constant@mutuelledepoitiers.fr  
N° 07007443 (www.orias.fr)

**SARL JPTP**  
**RPTEE PAR M JEAN PIERRE GUEMENT**  
**6 RUE DU MAQUIGNON**  
**LD USSON**  
**17800 COULONGES**

## ATTESTATION D'ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE des ENTREPRISES DU BÂTIMENT

(Ce document comporte une annexe "ACTIVITÉS DECLARÉES")

Nous attestons que **SARL JPTP (6 RUE DU MAQUIGNON LD USSON 17800 COULONGES)** est assuré(e) pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024, par le contrat GL n°1816647 RB5, contrat n°301812892, à effet du 15/02/2019 garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile générale encourue par l'assuré dans le cadre des seules activités déclarées à l'Annexe « **ACTIVITÉS DÉCLARÉES** » jointe à ce document,  
Nous attestons que l'effectif (réel en nombre de personnes) déclaré par l'entreprise sur le contrat précité est de 1, et que l'effectif retenu selon la règle tarifaire est alors de 0.

Les garanties sont accordées dans les limites figurant au tableau ci après. (Les montants de garanties et franchises sont fixés à l'indice FFB de 1153.70 figurant sur le dernier avis d'échéance échu.)

RISQUES GARANTIS	LIMITES DE GARANTIE engagement maximum par sinistre	FRANCHISE (1)
Si une (ou des) clause(s) spécifique(s) a (ont) été souscrite(s), les garanties, limites d'engagement et franchises qui y sont prévues se substituent à celles précisées ci-après, ou les complètent, selon le cas.		
<b>A- RESPONSABILITÉ CIVILE PENDANT L'EXERCICE DE LA PROFESSION</b>		
<ul style="list-style-type: none"> <li>● Dommages corporels, dommages matériels et immatériels</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>} 8 000 000 € non indexés, tous dommages confondus dont au maximum :</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Faute inexcusable</li> </ul>	1 926 679 € par sinistre et par année d'assurance	Néant
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dommages matériels <ul style="list-style-type: none"> <li>◇ Dommages aux biens mobiliers confiés</li> <li>◇ Dommages subis par les existants</li> <li>◇ Dommages aux matériaux des autres entrepreneurs</li> <li>◇ Vol du fait des préposés</li> </ul> </li> </ul>	5 768 500 € dont au maximum : 386 490 € par sinistre et par année d'assurance 2 884 250 € } 69 222 €	} 10 % minimum 634 € maximum 1 730 €
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Atteintes à l'environnement accidentelles</li> </ul>	<b>par sinistre et par année d'assurance 1 200 000 € non indexés, tous dommages confondus</b> , sans excéder 100 000 € <b>non indexés</b> pour les frais de prévention et 300 000 € pour le préjudice écologique (art. 1247 du code civil) d'origine accidentelle	} 10 % minimum 1 730 € (sauf sur dommages corporels)
<ul style="list-style-type: none"> <li>◆ Dommages immatériels <ul style="list-style-type: none"> <li>◇ consécutifs à des dommages matériels garantis</li> <li>◇ non consécutifs</li> </ul> </li> </ul>	1 545 958 €  772 979 € par sinistre et par année d'assurance.	10 % minimum 634 € maximum 1 730 €  3 172 €

RISQUES GARANTIS	LIMITES DE GARANTIE engagement maximum par sinistre	FRANCHISE (1)
<b>B - RESPONSABILITÉ CIVILE APRÈS ACHÈVEMENT DES TRAVAUX</b>		
<div><div></div>Dommages corporels, dommages matériels et immatériels</div>	<div>}</div> par sinistre et par année d'assurance 9 621 858 €, tous dommages confondus, dont au maximum :	<div>}</div> 10 % minimum 634 € maximum 1 730 €
<div><div>◆</div>Dommages matériels</div> <div><div>◇</div>Dommages subis par les existants</div>	5 768 500 € dont au maximum :  2 884 250 €	
<div><div>◆</div>Atteintes à l'environnement accidentelles</div>	<b>par sinistre et par année d'assurance 1 200 000 € non indexés, tous dommages confondus</b> , sans excéder 100 000 € <b>non indexés</b> pour les frais de prévention et 300 000 € pour le préjudice écologique (art. 1247 du code civil) d'origine accidentelle	10 % minimum 1 730 € (sauf sur dommages corporels)
<div><div>◆</div>Erreurs d'implantation</div>	772 979 €	10 % minimum 865 € maximum 3 172 €
<div><div>◆</div>Dommages immatériels</div> <div><div>◇</div>consécutifs à des dommages matériels garantis</div> <div><div>◇</div>non consécutifs</div>	1 545 958 €  772 979 €	10 % minimum 634 € maximum 1 730 €  3 172 €
<b>C - GARANTIE SUBSÉQUENTE pour le cas des garanties déclenchées par la réclamation</b>	Limites de garanties stipulées pour l'année d'assurance précédant la date de résiliation ou d'expiration du contrat.	Franchise applicable pendant l'année précédant la date de résiliation du contrat.
<b>D - DÉFENSE DES INTÉRÊTS DE L'ASSURÉ</b>		
<div><div></div>Dépense, frais et honoraires d'avocats</div>	19 613 €	

(1) Les franchises peuvent être doublées en cas de non-respect de la clause "Travaux par points chauds"

La présente attestation vaut présomption simple de garantie et ne déroge pas aux dispositions du contrat référencé ci-dessus.

Fait à Poitiers, le 17/05/2024

Le Directeur Général de la  
Mutuelle de Poitiers Assurances

Les données personnelles traitées et conservées par la Mutuelle de Poitiers Assurances sont destinées à son usage exclusif. Vous pouvez exercer vos droits Informatique et Libertés en vous adressant au délégué à la protection des données de la Mutuelle de Poitiers Assurances - BP 80000 - 86066 POITIERS Cedex 9 ou [dpo@mutuelledepoitiers.fr](mailto:dpo@mutuelledepoitiers.fr). L'ensemble des informations concernant la protection des données personnelles est disponible sur le site de la Mutuelle de Poitiers Assurances, à la rubrique Mentions Légales, ainsi que dans les Conditions Générales de votre contrat.

Christophe CONSTANT  
Agent Général d'Assurance Exclusif  
1 rue Pasteur  
17800 PONS  
Tél. 05.46.94.09.33 Fax.  
Courriel : agence.christophe.constant@mutuelledepoitiers.fr  
N° 07007443 (www.orias.fr)

## Annexe « ACTIVITÉS DÉCLARÉES »

Cette attestation d'assurance est délivrée pour les activités professionnelles mentionnées ci-après, telles que définies dans la NOMENCLATURE PROFESSIONNELLE BÂTIMENT COMMUNE AUX GARANTIES RESPONSABILITÉ CIVILE GÉNÉRALE ET RESPONSABILITÉ DÉCENNALE DES ENTREPRISES DU BÂTIMENT n° 1153 -établie sur la base de la nomenclature des activités du bâtiment de la Fédération Française des Sociétés d'Assurances (F.F.S.A.) – et dans la mesure où ces garanties sont souscrites.

- Par la notion de "**travaux accessoires et/ou complémentaires**", il faut entendre la réalisation de travaux qui sont nécessaires et indispensables à l'exécution des travaux de construction relevant de l'activité principale définie. Ces travaux répertoriés comme accessoires et complémentaires ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un marché de travaux à part entière. Si tel était le cas, ils devraient être déclarés comme une activité à part entière. A l'inverse, ils seraient alors réputés non garantis.
- Le terme "**réalisation**" comprend la conception, la mise en œuvre y compris la préparation des supports, la transformation, le confortement, la réparation, la maintenance, l'entretien et le montage-levage.

### 1-4 Voiries Réseaux Divers (V.R.D.)

Réalisation de réseaux de canalisations, de tous types de réseaux enterrés ou aériens, de systèmes d'assainissement autonome, de voiries destinés exclusivement à la desserte privative des bâtiments, de poteaux et clôtures.

Cette activité comprend les travaux de :

- réalisation de jardins, d'espaces verts,
- pose de bordures, de dallages, de pavages,
- maçonnerie décorative, tels que bassins ornementaux, murettes, emmarchements de jardins,
- installation d'équipements, tels que mobilier urbain et jeux,
- éclairage et arrosage, y compris les raccordements accessoires.

*Cette activité comprend les travaux accessoires ou complémentaires de terrassement et de fouilles.*

### AUTRE(S) ACTIVITE(S) ASSUREE(S) NE RELEVANT PAS DU SECTEUR DU BATIMENT :

014AGA

**Travaux agricoles rémunérés** : Travaux réalisés, avec ou sans conseils en agriculture, par une entreprise titulaire, si les activités exercées le nécessitent, de l'Agrément relatif aux produits phytopharmaceutiques, requis par l'article L 254-1 du code rural et de la pêche maritime, disposant de personnel titulaire du "Certificat individuel professionnel" en état de validité et correspondant aux activités déclarées (exigé par les articles R 254-8 et suivants du code précité), avec éventuellement pour les besoins de la profession l'utilisation d'un aéronef civil télépiloté (drone) dont la masse maximale au décollage est inférieure à 25 kg et utilisé dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, **et à l'exclusion d'activités relevant de la médecine vétérinaire** : Travaux de fouilles, **à l'exclusion des mines et carrières, des travaux publics, des travaux de forage, de sondage, du terrassement d'ouvrages de bâtiment ou de génie civil, de l'emploi d'explosifs, directement ou par sous-traitance**, la profondeur maximale des travaux garantis n'excédant pas 3,50 m.

0161ZAAA

**Travaux agricoles rémunérés** : Travaux réalisés, avec ou sans conseils en agriculture, par une entreprise titulaire, si les activités exercées le nécessitent, de l'Agrément relatif aux produits phytopharmaceutiques, requis par l'article L 254-1 du code rural et de la pêche maritime, disposant de personnel titulaire du "Certificat individuel professionnel" en état de validité et correspondant aux activités déclarées (exigé par les articles R 254-8 et suivants du code précité), avec éventuellement pour les besoins de la profession l'utilisation d'un aéronef civil télépiloté (drone) dont la masse maximale au décollage est inférieure à 25 kg et utilisé dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, **et à l'exclusion d'activités relevant de la médecine vétérinaire** : Travaux aratoires, fenaison, ramassage de paille, cueille et récolte, fourrage, tabac, ensilage, battage, vendange.

## AUTRE(S) ACTIVITE(S) ASSUREE(S) NE RELEVANT PAS DU SECTEUR DU BATIMENT :

8130ZAC **Travaux agricoles rémunérés** : Travaux réalisés, avec ou sans conseils en agriculture, par une entreprise titulaire, si les activités exercées le nécessitent, de l'Agrément relatif aux produits phytopharmaceutiques, requis par l'article L 254-1 du code rural et de la pêche maritime, disposant de personnel titulaire du "Certificat individuel professionnel" en état de validité et correspondant aux activités déclarées (exigé par les articles R 254-8 et suivants du code précité), avec éventuellement pour les besoins de la profession l'utilisation d'un aéronef civil télépiloté (drone) dont la masse maximale au décollage est inférieure à 25 kg et utilisé dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur : Accoroutiste : entretien des accotements routiers et des dépendances vertes de ces infrastructures, par fauchage, débroussaillage, élagage, broyage, engazonnement, **à l'exclusion de toute installation, réparation, entretien ou maintenance d'équipements routiers de signalisation, de sécurité ou acoustiques, et à l'exclusion de toute intervention liée directement ou indirectement à l'environnement de voies ferroviaires, de transport aérien, de voies maritimes, fluviales, directement ou par sous-traitance.**

----- FIN DE LISTE -----

La présente annexe est indissociable des attestations d'assurance de responsabilité décennale et responsabilité civile générale des entreprises du bâtiment, éditées le même jour et ne saurait constituer un document isolé.